

ARMES



100 %

La Banque Triodos n'investit, pour des raisons de durabilité, d'aucune manière dans l'industrie de l'armement. Cette politique obtient donc le score de 100.

Détails :

L'étude des pratiques '[Controversial Arms Trade](#)' (2019) montre que la Banque Triodos n'investit pas dans les treize entreprises qui sont impliquées dans la vente d'armes à des pays violant les droits humains ou qui sont en conflit. La banque agit conformément à sa politique d'exclure les armements.

BONUS ET RÉMUNÉRATION



100 %

La politique de récompenses de la Banque Triodos est excellente.

La direction et les gestionnaires ne reçoivent pas de bonus. Exceptionnellement, des collaborateurs peuvent recevoir une gratification d'au maximum un mois de salaire (8 % de la rémunération annuelle). Le plus gros salaire à la Banque Triodos est dix fois plus élevé que le salaire le plus bas.

CHANGEMENT CLIMATIQUE



86 %

La politique de la Banque Triodos en matière de changement climatique est très bonne. Triodos s'est fixé des objectifs de réduction de gaz à effet de serre pour sa propre gestion d'entreprise. La banque n'utilise que des sources d'énergie renouvelables. La banque fait état des émissions de CO2 de ses prêts et placements. En outre la banque a formulé des objectifs mesurables de réduction d'émissions de CO2 pour les projets qu'elle finance. De plus, la Banque Triodos rend compte de l'impact environnemental - y compris le risque climatique - des projets à grande échelle.

Toutes les entreprises auxquelles la Banque Triodos accorde un crédit ou dans lesquelles elle investit, doivent faire rapport sur leurs émissions de CO2. Elles doivent également les réduire. On attend en outre de ces entreprises qu'elles tiennent compte du changement climatique dans leur politique d'achats et dans leur gestion d'entreprise. Elles doivent inclure des engagements en matière de changement climatique dans les contrats avec leurs fournisseurs.

Détails :

Le rapport "Plastic Finance. How Dutch financial institutions enable shale gas to fuel the plastic soup disaster" (2019) a révélé que la Banque Triodos n'investit pas dans les dix grandes entreprises de gaz de schiste et de plastique qui ont été sélectionnées dans le cadre de cette étude.

Les rapports "Still Undermining our Future" (novembre 2018) et "Banken ondermijnen de toekomst" (novembre 2015) démontrent que la Banque Triodos n'octroie des crédits et n'investit que dans des entreprises d'énergie durable.

CORRUPTION



92 %

La politique de la Banque Triodos concernant la corruption est très bonne.

Triodos se sert des standards internationaux pertinents pour prévenir le blanchiment et le financement d'organisations criminelles ou terroristes ainsi que de personnes lors de l'évaluation des transactions financières. Citons par exemple la Financial Action Task Force on Money Laundering (FATF) et les Wolfsberg Principles. La Banque Triodos interdit tout pot-de-vin, corruption ou fraude parmi ses propres cadres et fait rapport sur ses propres pratiques de lobbying.

La Banque Triodos interdit tout pot-de-vin, corruption ou fraude dans les entreprises qu'elle finance ou dans lesquelles elle investit. On attend, de plus, des entreprises qu'elles introduisent un système de gestion permettant d'agir immédiatement au cas où un collaborateur ou un fournisseur se rendrait coupable de corruption. On attend également des entreprises qu'elles renseignent leurs pratiques de lobbying. Enfin, la banque attend des entreprises qu'elles intègrent des critères anticorruption dans leur politique d'achats et reprennent les accords sur la corruption dans les contrats avec leurs fournisseurs.

Détails :

Dans l'étude "Dutch banks and corruption" (février 2019) on vérifiait si des banques investissent dans quatre entreprises impliquées depuis de longues années dans divers scandales de corruption. Cette étude illustre que Triodos n'a fait aucun prêt ou investissement à ces entreprises au-delà de la valeur seuil retenue par la méthodologie de cette étude.

DROIT DU TRAVAIL



89 %

La politique de la Banque Triodos en matière de droit du travail est très bonne.

Les entreprises auxquelles la Banque Triodos accorde du crédit ou dans lesquelles elle investit sont tenues de respecter les quatre droits fondamentaux de l'Organisation Internationale du Travail (OIT), à savoir : la liberté d'organisation et le droit à des négociations salariales collectives, pas de travail forcé, pas de travail des enfants et pas de discrimination.

On attend en plus des entreprises qu'elles aient une politique de santé et de sécurité sur les lieux du travail. Les entreprises doivent respecter les normes relatives à la durée maximale du temps de travail et garantir l'égalité de traitement des travailleur-euse-s étranger-ère-s. De plus, il faut une procédure adéquate pour garantir le respect des normes du travail. Des conventions sur les conditions de travail doivent être fixées contractuellement avec les fournisseurs. Triodos Investment Management est aussi membre de la [Platform Living Wage Financials](#) (PLWF). Cette dernière est une initiative d'investisseurs incitant les entreprises à payer un salaire viable à leurs travailleur-euse-s.

DROITS HUMAINS



100 %

La politique de la Banque Triodos en matière de droits humains est excellente.

Triodos s'engage à respecter les droits humains tels que décrits dans les [UN Guiding Principles on Business and Human Rights](#) (UNGPs). La banque en attend autant des entreprises auxquelles elle accorde du crédit ou dans lesquelles elle investit. Ces directives doivent être suivies lors de la rédaction et la mise en œuvre d'une procédure de due diligence. De plus, on attend des entreprises qu'elles établissent une procédure de plaintes et garantissent réparation s'il est question de violation des droits.

Détails :

L'étude sur les pratiques en 2018 montre que la Banque Triodos n'a pas accordé de crédit aux cinq entreprises sélectionnées dans cette étude. On y analyse comment les banques réagissent à l'égard des entreprises qui compensent de façon insuffisante les dommages dus à la violation des droits humains. Lorsqu'il a été clair que la Banque Triodos n'avait consenti de prêt à aucune de ces entreprises, cette première n'a plus fait partie de l'étude.

ÉGALITÉ DES SEXES



43 %

La politique de la Banque Triodos est insuffisante.

Le manquement touche surtout les entreprises auxquelles Triodos accorde du crédit ou dans lesquelles elle investit. Les entreprises sont encouragées à réduire le risque des droits humains auquel des gens seraient exposés du fait de leur genre. De plus, la Banque Triodos attend des entreprises dans lesquelles elle investit qu'elles aient une politique d'égalité salariale pour les femmes. On ne demande toutefois pas à ces entreprises qu'elles aient une politique concernant la discrimination des genres. Il n'y a pas non plus d'objectif chiffré pour la participation de femmes dans les fonctions élevées. Triodos n'attend pas des entreprises qu'elles luttent contre la discrimination basée sur le sexe ou qu'elles promeuvent le passage de femmes vers des fonctions de direction.

Pour sa propre politique, la Banque Triodos a une tolérance zéro vis-à-vis de toute sorte de discrimination de genre. En outre, la banque a un système garantissant l'égalité salariale. Triodos s'engage contre la discrimination de genre de client-e-s en veillant à l'inclusion financière de femmes. La moitié des membres du conseil d'administration sont des femmes ainsi qu'un tiers du conseil de surveillance. 44 % des postes de direction supérieure sont occupés par des femmes.

Détails :

L'étude des pratiques "Dutch banks' actions on gender" (mars 2020) montre que Triodos satisfait à l'objectif légal d'un minimum de 30 % dans la direction. Il apparaît aussi qu'elle impose des exigences aux entreprises dans lesquelles elle investit. Il n'y a aucune tolérance en matière de discrimination des femmes. Triodos a également entrepris des démarches en direction de ses client-e-s et des entreprises dans lesquelles elle investit en matière d'engagement et de promotion de collaboratrices féminines. Malgré la recommandation claire de l'agence des Nations Unies UN Women, Triodos n'a pas de politique spécifique orientée vers la promotion de l'égalité des hommes et des femmes. Triodos n'exige pas des entreprises dans lesquelles elle investit qu'elles fixent des objectifs de genres pour leur direction.

FISCALITÉ



71 %

La politique de la Banque Triodos pour l'imposition des banques est largement suffisante.

La Banque Triodos rend compte de ses propres paiements de contributions ainsi que de son actif dans chaque pays où elle est active. La Banque Triodos a pour politique de ne pas fournir de conseils fiscaux dans le but d'éviter les impôts. Cette politique concerne les transactions internationales dont l'objectif principal est l'évasion ou la fraude fiscale. De plus, la Banque Triodos n'a pas de filiales dans des paradis fiscaux. La banque ne fournit pas de services financiers à des entreprises dans des paradis fiscaux.

La Banque Triodos peut améliorer sa politique en demandant aux entreprises la transparence quant à la structure de leur groupe et qu'elles rendent compte de leurs revenus, coûts et bénéfices, des paiements d'impôts et des subventions accordées par les gouvernements, pays par pays. De même, la Banque Triodos n'exige pas des entreprises la transparence au sujet des accords fiscaux obtenus des autorités locales.

Détails :

Dans l'étude sur les pratiques "Dutch Banks and Tax Avoidance" (septembre 2014) Triodos a un bon résultat. L'étude ne relève aucune indication que la Banque Triodos serait impliquée dans l'évasion fiscale internationale.

NATURE



93 %

La politique de la Banque Triodos concernant la nature est très bonne.

Les entreprises dans lesquelles Triodos investit doivent tenir compte de la protection d'écosystèmes vulnérables et d'espèces végétales et animales menacées sur base des normes internationales pour la biodiversité. Les entreprises dans le domaine des modifications génétiques doivent en outre satisfaire aux protocoles internationaux.

À côté de cela, on attend des entreprises qu'elles intègrent les critères concernant la nature dans leur politique d'achats et dans leur gestion d'entreprise et les incluent dans les contrats avec leurs fournisseurs et sous-traitants. De plus, on attend des entreprises qu'elles préviennent l'introduction de plantes invasives dans les écosystèmes et qu'elles établissent un rapport sur les incidences environnementales.

Détails :

Dans l'étude des pratiques "Exploitation pétrolière au Pôle Nord" (2020) du Scan des banques néerlandais et de Greenpeace, il apparaît que la Banque Triodos n'est pas impliquée dans les entreprises responsables des forages pétroliers et gaziers dans la région du Pôle.

TRANSPARENCE



79 %

En matière de transparence, la Banque Triodos obtient un bon résultat.

La banque publie le contenu de sa politique de durabilité et en donne la justification dans son rapport annuel ainsi que ses interactions avec les partenaires sociaux. La Banque Triodos donne les noms des autorités dans lesquelles elle investit ou des entreprises dans lesquelles la banque a investi ou auxquelles elle a accordé un crédit. La Banque Triodos donne également des informations sur les entreprises avec lesquelles elle a été en interaction sur des projets sociaux ou environnementaux (engagement). On ne trouve toutefois nulle part le nombre d'entreprises avec lesquelles il y a eu des interactions.

La Banque Triodos publie bien un rapport sur la répartition des votes aux assemblées des actionnaires des sociétés dans lesquelles elle a investi. La Banque Triodos dispose d'une procédure de plainte décrite en détails et ouverte tant aux clients qu'aux non-client-e-s.

Détails :

Dans une étude sur les pratiques en matière de transparence (2013) Triodos obtient la note de 9/10 pour les investissements bancaires et de 8/10 pour la gestion de fortune. Triodos publie, entre autres, les noms des entreprises auxquelles elle prête de l'argent. Toutefois, il y a aussi des points à améliorer, tels que le rapport sur l'engagement et l'audit indépendant du rapport social.